



**Assemblée générale Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/45/317 ✓  
S/21369  
22 juin 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/  
ARABE

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-cinquième session  
Points 23, 35 et 77 de la liste  
préliminaire\*

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante-cinquième année

QUESTION DE PALESTINE  
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT  
RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE  
D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES  
ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS  
DE L'HOMME DU PEUPLE PALESTINIEN  
ET DES AUTRES ARABES DES  
TERRITOIRES OCCUPES

Lettre datée du 22 juin 1990, adressée au Secrétaire  
général par l'Observateur permanent de la Palestine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, qui assume les pouvoirs et les responsabilités du Gouvernement provisoire de la Palestine, j'ai l'honneur de vous communiquer le texte de la déclaration faite par le Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine à la suite de la décision du Président des Etats-Unis, M. George Bush, de suspendre le dialogue entre l'OLP et le Gouvernement des Etats-Unis (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 23, 35 et 77 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Observateur permanent de la Palestine  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Zuhdi Labib TERZI

\* A/45/50.

ANNEXE

Déclaration du Comité exécutif de l'Organisation de  
libération de la Palestine

Après un an et demi d'échanges pleins de tergiversations durant lesquels, en l'absence d'une position conséquente de la part des Etats-Unis, les questions fondamentales n'ont jamais été abordées, le Président Bush a pris la décision de suspendre le dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine.

La décision des Etats-Unis est incompatible avec les responsabilités qu'est supposée assumer une grande puissance de leur importance en ce qui concerne le processus de paix au Moyen-Orient et dans le monde en général; qui plus est, elle porte atteinte à l'ensemble du processus de paix et à leur propre crédibilité.

Les dirigeants palestiniens ont adopté une position claire et responsable à l'égard de la tentative de débarquement dont le Gouvernement des Etats-Unis a pris prétexte pour suspendre le dialogue avec l'OLP. L'OLP a décliné toute responsabilité, de sa part ou de la part d'une quelconque de ses institutions ou de ses forces, dans cette opération et a souligné que c'était au Conseil national palestinien, l'autorité suprême de l'OLP, qu'il appartenait de vérifier que les membres du Comité exécutif se conformaient à ces décisions aux niveaux national et international.

Les dirigeants palestiniens ont en outre réaffirmé leur adhésion aux décisions du Conseil national palestinien et à la déclaration du frère Yasser Arafat, Président de l'Etat de Palestine et du Comité exécutif, condamnant le terrorisme sous toutes ses formes.

Malgré cela, le Gouvernement des Etats-Unis a décidé de suspendre le dialogue avec l'OLP montrant ainsi que la tentative de débarquement n'était qu'un prétexte pour continuer de mener une politique d'hostilité à l'égard du peuple palestinien et de son représentant, l'Organisation de libération de la Palestine, et de négation de ses droits nationaux inaliénables et légitimes, en particulier son droit à l'autodétermination, cette politique s'est clairement manifestée durant le dialogue, la partie américaine refusant par principe de reconnaître l'OLP, en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien et le droit à l'autodétermination de ce peuple, et entravant l'exécution des résolutions internationales, y compris celles concernant la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient.

La décision du Gouvernement des Etats-Unis a malheureusement été prise pour complaire à l'AIPAC et au Gouvernement israélien, ce qui démontre qu'Israël et les groupes qui défendent ses intérêts au sein du Gouvernement des Etats-Unis continuent de déterminer la politique américaine à l'égard du Moyen-Orient; de même, c'est conformément à une demande expresse d'Israël que les Etats-Unis ont récemment opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité.

La décision du Gouvernement des Etats-Unis fait suite à toute une série de positions partiales favorables à Israël. Durant les années écoulées, les Etats-Unis se sont opposés à toute tentative de la part de la communauté internationale pour condamner Israël et ont empêché le Conseil de sécurité

d'adopter la moindre résolution dénonçant ses crimes contre le peuple palestinien dans les territoires occupés ou demandant l'envoi d'une mission d'enquête. Rien que l'année passée, ils ont usé sept fois de leur droit de veto et exercé diverses pressions sur les organisations internationales pour protéger Israël et défendre sa politique criminelle.

Le Gouvernement des Etats-Unis s'est opposé à toutes les initiatives sérieuses visant à engager un processus de paix, notamment à l'initiative de paix palestinienne et à toutes les résolutions et les efforts de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances internationales.

Alors qu'il s'est ému d'une opération dont il n'est pas prouvé qu'elle visait des civils et qui n'a pas fait une seule victime parmi la population civile, le Gouvernement des Etats-Unis n'avait pas bronché face aux crimes commis par Israël contre des civils palestiniens et tunisiens à Hammam Al-Chatt, ni lorsque le martyr Abou Jihad a été assassiné devant ses enfants. Il est aussi resté de marbre face aux massacres de travailleurs palestiniens à Uyun Qarah et aux autres massacres perpétrés à Gaza et dans la Rive occidentale, ou encore lorsque Israël a utilisé des gaz toxiques prohibés contre des enfants et des femmes dans les territoires occupés causant de multiples avortements. De même, les Etats-Unis ne se sont pas élevés une seule fois contre les attaques aériennes, terrestres et maritimes que lance quotidiennement Israël depuis huit ans contre les peuples libanais et palestinien au Sud Liban, ni contre ses actes d'agression répétés dans les villages et les camps palestiniens au Liban.

Maintenant que la communauté n'ignore plus rien des crimes des dirigeants israéliens, de leur obstination et de leurs efforts pour entraver et mettre en échec les initiatives de paix au Moyen-Orient, la décision prise par les Etats-Unis contre l'Organisation de libération de la Palestine et le peuple palestinien apparaît comme un défi à la volonté internationale ainsi qu'une tentative pour défendre Israël et ses actes d'agression et occulter sa responsabilité dans l'échec des efforts de paix.

Cette décision intervient au moment où Israël intensifie sa répression contre le peuple palestinien pour briser l'Intifada et où le nouveau Gouvernement israélien multiplie ses menaces de guerre contre les pays arabes voisins. De ce fait, elle est de nature à encourager la politique de guerre et d'agression suivie par ce gouvernement. Ceci est en contradiction avec l'orientation de la communauté internationale vers la conciliation et la détente et ses efforts visant à éliminer les foyers de tension dans le monde.

La décision du Président Georges Bush confortera les dirigeants israéliens dans leur politique d'agression et les encouragera à continuer de commettre des crimes et des massacres contre le peuple palestinien à l'intérieur des territoires occupés et à donner libre cours à leurs visées expansionnistes sur les territoires arabes, surtout dans le contexte d'un afflux massif d'immigrants juifs vers le territoire palestinien occupé. Le Gouvernement des Etats-Unis devra donc assumer les conséquences d'un acte qui a pour effet d'encourager Israël à poursuivre sa politique d'agression criminelle et expansionniste.

Le dialogue que le Gouvernement des Etats-Unis a pris l'initiative de suspendre représentait un pas en direction de la paix imposé par la volonté des nations et de la communauté internationale, ainsi que par le peuple palestinien et les sacrifices énormes qu'il a consentis et qui ont prouvé que ce peuple existe et a des droits contre les usurpateurs, aussi par le prestige croissant de l'Organisation de libération de la Palestine, le respect grandissant qui lui est accordé et sa capacité à contribuer à la recherche de la paix, ce pas a aussi été imposé par l'annonce du programme politique national adopté par l'Organisation lors du Conseil national d'Alger en novembre 1988 et l'initiative de paix palestinienne issue de ce programme que le Président Arafat a exposée à Genève en décembre 1988, par le haut sens des responsabilités dont l'Organisation de libération de la Palestine a fait preuve, et continue de faire preuve, à l'égard de toutes les initiatives et efforts de paix internationaux et par la politique de l'Organisation et du peuple palestinien qui consiste à faire preuve de retenue et, en dépit de lourds sacrifices (les morts, les blessés et les prisonniers se comptant par milliers), à ne pas répondre par la pareille aux actes de terrorisme et aux crimes perpétrés par les autorités d'occupation israéliennes, qui vont jusqu'à profaner les lieux saints chrétiens et musulmans en Palestine.

Cela dit, la décision américaine ne peut diminuer en rien le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine dans la recherche de la paix, ni le prestige international que lui ont valu les sacrifices de son peuple et de ses militants. C'est en fait le rôle des Etats-Unis d'Amérique dans le processus de paix que cette décision diminue et déprécie en rompant le contact avec la partie intéressée au premier chef, la partie sans laquelle la paix au Moyen-Orient ne saurait se réaliser.

Si le Gouvernement des Etats-Unis compte par cette décision renouveler ses précédentes tentatives visant à aider les dirigeants israéliens à trouver un substitut à l'Organisation de libération de la Palestine, il se leurre et découvrira, de même que le Gouvernement israélien, qu'il ne pourra trouver aucun interlocuteur parmi notre peuple, lequel rompra tout contact avec les responsables israéliens et américains.

Cette décision du Gouvernement des Etats-Unis traduit aussi l'échec de la politique adoptée par celui-ci à l'égard de la question de la paix au Moyen-Orient, une politique fondée, d'une part, sur l'alignement systématique sur le point de vue israélien - qu'il défend même lorsqu'il se traduit par des crimes et des agressions - et, d'autre part, sur l'exclusive et la volonté d'écarter les autres parties internationales et les organismes des Nations Unies.

Tout en mettant en lumière la nature et les répercussions de la décision des Etats-Unis, l'Organisation de libération de la Palestine voit dans celle-ci un défi lancé au dernier Sommet arabe de Bagdad et à ses résolutions et un test de la volonté de résistance et du refus du chantage américain qu'elles reflètent.

Comme à l'accoutumée, l'Organisation de libération de la Palestine s'est montrée fidèle à ces résolutions, veillant à les respecter et faisant siens les appels à la résistance et à la renaissance nationale qui y figurent. Elle a refusé de céder à toutes les tentatives de soumission et d'intimidation dont elle a fait

l'objet de la part du Gouvernement des Etats-Unis ainsi qu'à toutes les tentatives faites par ce dernier pour lui imposer ses plans hostiles au peuple palestinien et à la nation arabe.

Soutenue par notre peuple héroïque, l'Organisation de libération de la Palestine a résisté à tous les défis qui lui ont été lancés et nul ne saurait après une aussi longue et glorieuse histoire de luttes, la contraindre à plier et à capituler. Comme lors de toutes les batailles précédentes, notre peuple résistera au nouveau défi que le Gouvernement des Etats-Unis veut nous imposer et il réussira à protéger, consolider et mener à la victoire son Intifada héroïque et à défendre l'Organisation de libération de la Palestine, son seul représentant légitime, jusqu'au jour où notre drapeau palestinien flottera sur Jérusalem, la capitale de notre Etat palestinien indépendant.

En appelant à réagir à cette décision américaine et à ses conséquences, l'Organisation de libération de la Palestine compte sur les potentialités des masses palestiniennes et sur leur combativité, ainsi que sur les capacités et la détermination des masses arabes et des forces patriotiques et nationales et leur longue tradition de lutte.

L'agression israélienne permanente et qui s'intensifie, sous la protection et avec les encouragements des Etats-Unis, impose à notre nation arabe de relever ce défi avec toute la clairvoyance et tout le sens des responsabilités qu'exige la situation. Elle impose aussi à nos masses arabes et à leurs organisations populaires de prendre les mesures voulues pour que la riposte arabe soit à la mesure du défi sioniste et américain.

En outre, les Etats arabes qui ont pris les résolutions du Sommet de Bagdad sont appelés à donner une expression concrète à leurs résolutions face à ces défis, à prendre les mesures propres à assurer leur exécution et à prouver à la communauté internationale qu'ils existent et ont droit au respect.

La décision américaine appelle une réaction qui ne saurait se limiter à la réprobation et à la condamnation. Par cette décision, le Gouvernement américain a suspendu ses relations avec un membre de la Ligue des Etats arabes.

L'Organisation de libération de la Palestine engage toutes les forces éprises de paix et de justice dans le monde à adopter une position responsable à l'égard de la décision des Etats-Unis, qui conduit à une détérioration de la situation dans la région du Moyen-Orient, anéantit tout espoir de paix, couvre et encourage les visées agressives et terroristes du nouveau gouvernement Shamir et, partant, pousse la région vers une nouvelle guerre et un embrasement général.

A/45/317  
S/21369  
Français  
Page 6

L'Organisation de libération de la Palestine engage en outre toutes les instances internationales à oeuvrer avec sérieux pour la convocation de la Conférence internationale de la paix, qui constitue le cadre approprié pour la réalisation d'une paix juste et globale.

Le 21 juin 1990

Le Comité exécutif de l'Organisation  
de libération de la Palestine

-----